«Le Procureur-Général requiert pour le Roy, qu'il plaise à la Cour, déclarer ledit Antoine Ferrer, suffisamment atteint et convaincu du crime de leze-majesté en premier chef et de sédition; qu'en conséquence tous et chascuns ses biens seront confisqués et appliqués à perpétuité aux coffres de Sa Majesté, et pour réparation dudit crime condamner ledit Antoine Ferrer à estre livré ez mains de l'exécuteur de l'haute justice, lequel luy fera faire le tour ordinaire et l'amende honorable, tenant ledit Rivet un siége de sire allumé entre ses mains, et demandant à Dieu, au Roy et à la justice pardon de son crime, tant vis-à-vis l'église de Saint-Jean de Perpignan, que devant la porte du palais et à la place de la Loge, et après, trénant ledit Ferrer par terre, ses pieds attachés à la queue de une mule, le conduira à la Loge de Perpignan où à l'eschafau qui est dressé, estranglera en trestre ledit Ferrer jusques à ce que mort naturelle sen suive, et après tranchera sa teste pour estre mise dans une cage de fer, laquelle fixera après à une part de la maison de la Loge de laditte ville, et le restant du corps dudit Ferrer portera aux potences dites de Puig-Juan, pour y rester. - Bien entendu que préalablement l'exécution de laditte condamnation, ledit Antoine Ferrer sera appliqué à la question ordinaire et extraordinaire pour déclarer ses complices; requiert en outre que des livres de la maison consulaire, le nom dudit Ferrer soit esfacé, et toute sa postérité privée de tenir charges ni offices dans laditte maison consulaire, ni autres de la présente ville. - Fait au parquet, le 19 juillet 1764. Signé : Président Sagarre».